

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/2

Avril 2017

SOMMAIRE

Arrêtés Réglementaires..... Tome I page 001
Avril 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Allée Henri II de Montmorency**

Arrêté n° 2017-T911

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, l'Allée Henri II de Montmorency dans le sens montant est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- Chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise RAZEL BEC, mandatée par la Métropole.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de voirie, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

10 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T913

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Boulevard Louis Blanc,
Esplanade Charles de Gaulle
et Rue Montpellieret**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du déménagement d'oeuvres artistiques à la demande du Musée Fabre ;

Arrête :

Article 1er :

- À compter du **11 mai 2017** et jusqu'au **12 mai 2017** inclus, le stationnement est interdit sur :
- l'Esplanade Charles de Gaulle entre l'allée Paul Boulet et le boulevard Sarraïl ;
 - la Rue Montpellieret entre le Boulevard Sarraïl et la Rue Fabre ;
 - le Boulevard Louis Blanc sur l'aire de livraison en face du bar "Masamis".

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de livraison des oeuvres.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Musée Fabre.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

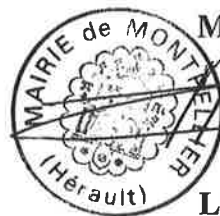
Article 5 :

À compter du **11 mai 2017** et jusqu'au **12 mai 2017** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés au déménagement d'oeuvres artistiques, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320 ainsi que dans l'aire piétonne.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 10 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T915

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Tunnel de la Comédie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel par la société CEGELEC ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 avril 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie
Ces dispositions sont applicables de 22 h à 6 h.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René
- la Rue Aristide Ollivier

et se termine sur le Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du 27 avril 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (CEGELEC) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CEGELEC.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

10 AVR. 2017

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard des Arceaux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de tournage d'un film institutionnel à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrête :

Article 1er :

Le **24 avril 2017**, Boulevard des Arceaux sur 4 places, à l'intersection de la Rue Marioge le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 14h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mediasdusud.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 03 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T918

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Vieille Aiguillerie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la livraison de matériaux à la demande de Gédimat ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **30 juin 2017** inclus, 6 Rue Vieille Aiguillerie et angle rue du Pila saint Gely, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules effectuant les livraisons du chantier.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'intervenant.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 03 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

10 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise en conformité du réseau de gaz menés par GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 04 avril 2017 et jusqu'au 05 mai 2017 inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Dom Vaissette dans sa partie comprise entre l'Avenue Georges Clémenceau et la Rue Brueys ;
- la Rue Galavielle dans sa partie comprise entre la Rue Dom Vaissette et la Rue Louise Guiraud.

Ces dispositions sont applicables de 7h à 19h tous les jours, sauf samedis dimanches et jours fériés.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains les véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
 - la Rue Louise Guiraud
 - la Rue Brueys
 - la Rue Dom Vaissette

Article 2 :

À compter du **04 avril 2017** et jusqu'au **05 mai 2017** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue Dom Vaissette sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux ;
- la Rue Galavielle sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **04 avril 2017** et jusqu'au **05 mai 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Dom Vaissette ;
- la Rue Louise Guiraud.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

06 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T927

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue du Professeur Grasset**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de tirage de fibre optique à la demande de FREE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, la circulation est interdite Avenue du Professeur Grasset, dans sa partie comprise entre la Rue Gustave Courbet et l'Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Professeur Grasset, emprunte :

- la Rue Gustave Courbet
- et se termine sur la Rue Atgier-Hazard.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise. .

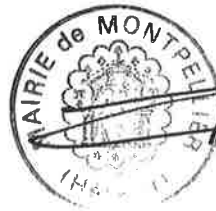
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

06 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Bartholdi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 24 avril 2017 et jusqu'au 16 juin 2017 inclus, Rue Bartholdi des deux côtés , le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Ces dispositions sont applicables 8h00 à 17h00.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 24 avril 2017 et jusqu'au 16 juin 2017 inclus, Rue Bartholdi, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables 8h00 à 17h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage ,de service public et aux riverains.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOBECA


Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 04 avril 2017


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

06 AVR. 2017

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2017-T929

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue du Père Soulas**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 avril 2017** et jusqu'au **16 juin 2017** inclus, l'Avenue du Père Soulas, dans sa partie comprise entre la Rue du Pous de Las Sers et la Rue Bartholdi est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**
- Le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOBECA

Article 4 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 04 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

06 AVR. 2017

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Culture et Sport
Abroge et remplace l'arrêté n° 2017/0711/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Culture et Sport est composé de :

- La Direction Culture et Patrimoine,
- La Direction Sports et Jeunesse,
- La Direction du Parc du Lunaret.

Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services :

- Manifestations culturelles
- Archives municipales
- Administration
- Partenariat culturel
- Lieux d'Arts et d'Histoire
- Audiovisuel et Industries culturelles

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Camille AUBIN pour ce qui relève du service Manifestations culturelles, Madame Christine FEUILLAS pour ce qui relève du service Archives municipales, Madame Carine BAQUIER pour ce qui relève du service Administration, Madame Danielle GONCALVÈS pour ce qui relève du service Partenariat culturel, Madame Audrey PORTERON pour ce qui relève du service Lieux d'Arts et d'Histoire et Madame Madeline FAURE pour ce qui relève du service Audiovisuel et Industries culturelles.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU et de Mesdames Camille AUBIN, Christine FEUILLAS, Carine BAQUIER, Danielle GONCALVÈS et Audrey PORTERON, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-1 :

Madame Camille AUBIN, responsable du service Manifestations culturelles, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Camille AUBIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Camille AUBIN et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-2 :

Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives municipales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-3 :

Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-4 :

Madame Danielle GONCALVÈS, responsable du service Partenariat culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Danielle GONCALVÈS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Danielle GONCALVÈS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-5 :

Madame Audrey PORTERON, responsable du service Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Audrey PORTERON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Audrey PORTERON et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-6 :

Madame Madeline FAURE, responsable du service Audiovisuel et Industries culturelles, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Madeline FAURE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Madeline FAURE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3 :

La Direction Sports et Jeunesse (DSJ) est composée des services :

- Sports
- Jeunesse

Monsieur Bruno LAPEYRONIE, Directeur par intérim des Sports et de la Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame

Geneviève CHABBERT pour ce qui relève du service Sports et Madame Aude CLARY pour ce qui relève du service Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bruno LAPEYRONIE et de Mesdames Geneviève CHABBERT et Aude CLARY, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-1 :

Madame Geneviève CHABBERT, responsable du service Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Geneviève CHABBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LAPEYRONIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Geneviève CHABBERT et de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-2 :

Madame Aude CLARY, responsable du service Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude CLARY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LAPEYRONIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Aude CLARY et de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4 :

La Direction du Parc du Lunaret (DPL) est composée des services :

- Administration
- Service pédagogique
- Accueil et Surveillance
- Service technique
- Service animalier

Monsieur Luc GOMEL, Directeur du Parc du Lunaret, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc GOMEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS, Directeur zoologique, et Madame Lisa LACROIX, Directrice administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Véronique PAPAY, pour ce qui relève du service Administration, Monsieur Vincent PERRET pour ce qui relève du service Pédagogique, Monsieur Norbert CARRASCO pour ce qui relève du service Accueil et Surveillance, Monsieur Jérôme MOYNIER pour ce qui relève du service Technique et Monsieur Baptiste CHENET pour ce qui relève du service Animalier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS, Mesdames Lisa LACROIX, Véronique PAPAY, Messieurs Vincent PERRET, Norbert CARRASCO et Jérôme MOYNIER, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation est accordée à Marc DANIEL.

ARTICLE 4-1 :

Madame Véronique PAPAY, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PAPAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Véronique PAPAY, Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Vincent PERRET, responsable du service Pédagogique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent PERRET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Vincent PERRET, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-3 :

Monsieur Norbert CARRASCO, responsable du service Accueil et Surveillance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Norbert CARRASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Norbert CARRASCO, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-4 :

Monsieur Jérôme MOYNIER, responsable du service Technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme MOYNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jérôme MOYNIER, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-5 :

Monsieur Baptiste CHENET, responsable du service Animalier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Baptiste CHENET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Baptiste CHENET, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 05 AVR. 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 06 AVR. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Délégations de signature
Département Réussite Educative
et Patrimoine Immobilier
Abroge et remplace l'arrêté n° 2017/0713/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier est composé de :

- La Direction de l'Education,
- La Direction de l'Enfance,
- La Direction de la Politique Alimentaire,
- La Direction Travaux et Maintenance,
- La Direction Architecture et Immobilier.

Monsieur Jean-Paul DAYRE, Directeur Général Adjoint du Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Paul DAYRE, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction de l'Education est composée des services :

- Ressources
- Action Scolaire et Animation
- Projet éducatif et Prospective

Madame Cristel ARROUET, Directrice de l'Education, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas JEANJEAN pour ce qui relève du service Ressources, Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI pour ce qui relève du service Action scolaire et Animation et Madame Marie-France PAULIN pour ce qui relève du service Projet éducatif et Prospective.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cristel ARROUET, Messieurs Nicolas JEANJEAN, Pierre-Olivier PANDOLFI et Madame Marie-France PAULIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur Nicolas JEANJEAN, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas JEANJEAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas JEANJEAN et Madame Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-2 :

Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI, responsable du service Action scolaire et Animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI et Madame Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-3 :

Madame Marie-France PAULIN, responsable du service Projet éducatif et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-France PAULIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Marie-France PAULIN et Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3 :

La Direction de l'Enfance est composée des services :

- Coordination territoriale
- Politique Petite Enfance et Prospective
- Ressources

Madame Pauline BONNEFOY, Directrice de l'Enfance et responsable de la Coordination territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et

règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Christian MILESI pour ce qui relève du service Politique Petite Enfance et Prospective et Madame Marion NISOL pour ce qui relève du service Ressources.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline BONNEFOY, Monsieur Christian MILESI et Madame Marion NISOL, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Christian MILESI, responsable du service Politique Petite Enfance et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian MILESI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christian MILESI et Madame Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3-2 :

Madame Marion NISOL, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion NISOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Marion NISOL et Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4 :

La Direction de la Politique Alimentaire est composée des services :

- Intendance et Maintenance
- Qualité / Diététique
- Unité de Production

Monsieur Luc LIGNON, Directeur de la Politique Alimentaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bernard RAMIREZ, Directeur adjoint et responsable de l'Unité de production.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Pierre VIAL pour ce qui relève du service Intendance et Maintenance et Madame Aude DE MACEDO pour ce qui relève du service Qualité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Luc LIGNON, Bernard RAMIREZ, Pierre VIAL et Madame Aude DE MACEDO, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-1 :

Monsieur Bernard RAMIREZ, Directeur adjoint, responsable du service Unité de production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Pierre VIAL, responsable du service Intendance et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre VIAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-3 :

Madame Aude DE MACEDO, responsable du service Qualité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude DE MACEDO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5 :

La Direction Travaux et Maintenance (DTM) est composée des services :

- Maintenance
- Sécurité, Aménagements, Equipement
- Ateliers
- Administration et Comptabilité

Madame Hélène PARTIMBÈNE, Directrice des Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Dominique DELAHAYE, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Olivier PIACENTINI pour ce qui relève du service Sécurité, Aménagements et Equipements, Monsieur René MATÉO pour ce qui relève du service Ateliers, et Madame Francine CHAPELAIN pour ce qui relève du service Administration et Comptabilité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène PARTIMBÈNE, Messieurs Dominique DELAHAYE, Olivier PIACENTINI, René MATÉO et Madame Francine CHAPELAIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-1 :

Monsieur Dominique DELAHAYE, Directeur adjoint des Travaux et Maintenance, responsable du service Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Dominique DELAHAYE et Madame Hélène PARTIMBÈNE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-2 :

Monsieur Olivier PIACENTINI, responsable du service Sécurité, Aménagements et Equipements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier PIACENTINI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Olivier PIACENTINI, Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-3 :

Monsieur René MATÉO, responsable du service Ateliers, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René MATÉO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur René MATÉO, Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-4 :

Madame Francine CHAPELAIN, responsable du service Administration et Comptabilité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Francine CHAPELAIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Francine CHAPELAIN, Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6 :

La Direction de l'Architecture et de l'Immobilier (DAI) est composée des services :

- Architecture
- Conduite d'Opérations
- Gestion Active / Propriété / Sécurité
- Moyens Généraux
- Administratif et Financier

Monsieur Jean-Louis DESTISON, Directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et

règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christine BRIDON, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Florence BASTIEN pour ce qui relève du service Conduite d'Opérations, Madame Séverine TERSINET pour ce qui relève du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, Monsieur Marc DUBOZ pour ce qui relève du service Moyens Généraux et Madame Anna WILLEMIN pour ce qui relève du service Administratif et Financier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis DESTISON, Mesdames Christine BRIDON, Florence BASTIEN, Séverine TERSINET, Monsieur Marc DUBOZ et Madame Anna WILLEMIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-1 :

Madame Christine BRIDON, Directrice adjointe de l'Architecture et de l'Immobilier, responsable du service Architecture, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine BRIDON et Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-2 :

Madame Florence BASTIEN, responsable du service Conduite d'Opérations, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BASTIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence BASTIEN, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-3 :

Madame Séverine TERSINET, responsable du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine TERSINET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine TERSINET, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-4 :

Monsieur Marc DUBOZ, responsable du service Moyens Généraux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DUBOZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Marc DUBOZ, Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-5 :

Madame Anna WILLEMIN, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anna WILLEMIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anna WILLEMIN, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 05 AVR. 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 06 AVR. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Proximité
et Modernisation de l'Action Publique
Abroge et remplace l'arrêté n° 2017/0751/R/T**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique est composé de :

- La Direction du Secrétariat Général,
- La Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique,
- La Direction Organisation et Evaluation,
- La Direction des Systèmes d'Information,

Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses

directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction du Secrétariat Général est composée des services :

- Assemblée
- Courrier

Madame Clémentine PAPA, Directrice du Secrétariat Général, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- Délégation de signature de toutes les réponses aux demandes de communication de documents administratifs et pour toute correspondance avec la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA).
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Stéphanie THIARELLO pour ce qui relève du service Assemblée et Madame Céline GAGLIANO pour ce qui relève du service Courrier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Clémentine PAPA, Stéphanie THIARELLO et Céline GAGLIANO, chacune pour ce qui la concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-1 :

Madame Stéphanie THIARELLO, responsable du service Assemblée, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions du registre municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie THIARELLO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Stéphanie THIARELLO et Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-2 :

Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Céline GAGLIANO et Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3 :

La Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique est composée des services :

- Police municipale
- Centre Superviseur Urbain
- Surveillance de la Voie Publique et Environnement Urbain
- Ressources communes
- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Office Local de la Tranquillité Publique
- Sécurité Civile

Monsieur Jean-Pierre VIALAY, Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et

accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Georges ELNECAVE, pour ce qui relève du service Police Municipale, Monsieur Marc VANNIER, pour ce qui relève du service Centre Superviseur Urbain, Madame Josiane SCORDO-POULIER, pour ce qui relève du service Surveillance de la Voie Publique et Environnement Urbain, Madame Catherine MARTY, pour ce qui relève du service Ressources communes, Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, pour ce qui relève du service Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Office Local de la Tranquillité Publique et Monsieur Thomas DUBIEZ, pour ce qui relève du service Sécurité Civile.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jean-Pierre VIALAY, Georges ELNECAVE, Marc VANNIER, Mesdames Josiane SCORDO-POULIER, Catherine MARTY, Messieurs Antonio PAIXAO DO SENHOR et Thomas DUBIEZ, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Georges ELNECAVE, responsable du service Police Municipale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Georges ELNECAVE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Georges ELNECAVE et Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-2 :

Monsieur Marc VANNIER, responsable du service Centre Superviseur Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Marc VANNIER et Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-3 :

Madame Josiane SCORDO-POULIER, responsable du service Surveillance de la Voie publique et Environnement Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Josiane SCORDO-POULIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Josiane SCORDO-POULIER et Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-4 :

Madame Catherine MARTY, responsable du service Ressources Communes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine MARTY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine MARTY et Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-5 :

Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, responsable du service Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Office Local de la Tranquillité Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Antonio PAIXAO DO SENHOR et Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-6 :

Monsieur Thomas DUBIEZ, responsable du service Sécurité Civile, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas DUBIEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Thomas DUBIEZ et Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4 :

La Direction de l'Organisation Evaluation est composée du service :

- Contrôle de Gestion

Monsieur Alexandre WEILL, Directeur de de l'Organisation Evaluation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Karine GARCIN-ESCOBAR, pour ce qui relève du service Contrôle de Gestion.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alexandre WEILL et Madame Karine GARCIN-ESCOBAR, chacun pour ce qui la concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4-1 :

Madame Karine GARCIN-ESCOBAR, responsable du service Contrôle de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine GARCIN-ESCOBAR, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alexandre WEILL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Karine GARCIN-ESCOBAR et Monsieur Alexandre WEILL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5 :

La Directeur des Systèmes d'Information est composée des services :

- Relations Utilisateurs
- Etudes Conceptions Informatiques
- Production Informatique
- Réseaux et Télécom

Monsieur Frédéric FAYOLLE, Directeur des Systèmes d'Information, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christine CASTAN, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE et Madame Christine CASTAN, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sylvie GIL pour ce qui relève du service Etudes Conceptions Informatiques, Monsieur Olivier JALBAU pour ce qui relève du service Production Informatique et Monsieur Eric ALABERT pour ce qui relève du service Réseaux et Télécom.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric FAYOLLE, Mesdames Christine CASTAN, Sylvie GIL, Messieurs Olivier JALBAU et Eric ALABERT, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5-1 :

Madame Christine CASTAN, Directrice adjointe, responsable du service Relations Utilisateurs, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine CASTAN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine CASTAN et Monsieur Frédéric FAYOLLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5-2 :

Madame Sylvie GIL, responsable du service Etudes Conceptions Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie GIL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sylvie GIL, Christine CASTAN et Monsieur Frédéric FAYOLLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5-3 :

Monsieur Olivier JALBAU, responsable du service Production Informatique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JALBAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JALBAU, Madame Christine CASTAN et Monsieur Frédéric FAYOLLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5-4 :

Monsieur Eric ALABERT, responsable du service Réseaux et Télécom, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric ALABERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric ALABERT, Madame Christine CASTAN et Monsieur Frédéric FAYOLLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 05 AVR. 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 06 AVR. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Délégations de signature
Département Solidarité et Vivre Ensemble
Abroge et remplace l'arrêté n° 2017/0753/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Solidarité et Vivre Ensemble est composé de :

- La Direction Cohésion Sociale,
- La Direction Relations aux Publics.

Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge par intérim du Département Solidarité et Vivre Ensemble, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT à compter de cette date, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction de la Cohésion Sociale est composée du service :

- Cohésion Sociale

Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, Directeur de la Cohésion Sociale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Karine BARBIER pour ce qui relève du service Cohésion Sociale.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ et Madame Karine BARBIER, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-1 :

Madame Karine BARBIER, responsable du service Cohésion Sociale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine BARBIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur M'hamed BELHANDOUZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Karine BARBIER et Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3 :

La Direction des Relations aux Publics est composée des services :

- Population Accueil Standard
- Administration des Cimetières
- Communal Hygiène Santé
- Etat-civil
- Vie Quotidienne
- Presto

Madame Olga KROMPASZKY, Directrice des Relations aux Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.
- En application de l'article R 2122-10 du CGCT, délégation pour toutes les fonctions exercées par le Maire en tant qu'officier de l'état civil, sauf pour celles prévues par l'article 75 du code civil.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Olga KROMPASZKY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-1 :

Madame Claudie GUYARD, responsable du service Population Accueil Standard, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudie GUYARD, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Claudie GUYARD et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-2 :

Madame Gilda VICART, responsable du service Administration des Cimetières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gilda VICART, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Gilda VICART et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-3 :

Madame Floriane VERY, responsable du service Communal Hygiène Santé jusqu'au 18 avril 2017, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

A compter du 18 avril 2017, Madame Floriane VERY assurera l'intérim de ce service jusqu'au recrutement du nouveau responsable.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Floriane VERY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Floriane VERY et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-4 :

Madame Ghyslaine BACCHINI, responsable du service Etat-civil jusqu'au 18 Avril 2017, puis Madame Floriane VERY à compter de cette date, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous leur autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.
- En application de l'article R 2122-10 du CGCT, délégation pour toutes les fonctions exercées par le Maire en tant qu'officier de l'état civil, sauf pour celles prévues par l'article 75 du code civil.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Ghyslaine BACCHINI et de Floriane VERY la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Ghyslaine BACCHINI / Floriane VERY et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-5 :

Monsieur Michel REDAL, responsable du service Vie Quotidienne à compter du 1^{er} Avril 2017 reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour délivrer toutes copies ou extraits d'actes d'Etat-civil enregistrés à Montpellier.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel REDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel REDAL et Madame Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-6 :

Madame Stéphanie SAUVIER-DULAC, responsable du service Presto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la réponse aux usagers et pour toutes réponses relevant de la gestion courante de l'activité du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie SAUVIER-DULAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Stéphanie SAUVIER-DULAC et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 05 AVR. 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL



Publié le : 06 AVR. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Administration Générale et Finances
Abroge et remplace l'arrêté n° 2017/0709/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le département Administration Générale et Finances est composé de :

- La Direction des Finances,
- La Direction de l'Energie et des Moyens Techniques,
- La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Madame Juliette BEREGLI, Directrice Générale Adjointe en charge du Département Administration Générale et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGLI, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par cette dernière pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction des Finances est composée des services :

- Expertise Financière
- Gestion Budgétaire et Comptable
- Actionnariats et Partenariats

Monsieur Vincent DOMEIZEL, Directeur des Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Michelle CUBIZOLLE pour ce qui relève du service Expertise Financière, Monsieur Fabien DELCASSO pour ce qui relève du service Actionnariats et Partenariats et Madame Christelle ROSE-BONAUD pour ce qui relève du service Gestion Budgétaire et Comptable.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Michelle CUBIZOLLE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Christelle ROSE-BONAUD, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette BEREGL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 2-1 :

Madame Michelle CUBIZOLLE, responsable du service Expertise Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Michelle CUBIZOLLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Michelle CUBIZOLLE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 2-2 :

Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Actionnariats et Partenariats, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Fabien DELCASSO et Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 2-3 :

Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Gestion Budgétaire et Comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 3 :

La Direction Energie Moyens Techniques est composée des services :

- Energie
- Informations Géographiques
- Parc Auto
- Achats et Production Graphique

Monsieur Michel IRIGOIN, Directeur de l'Energie et des Moyens Techniques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel IRIGOIN, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jean CASTEIL pour ce qui relève du service Energie, Monsieur Franck PERDRIZET pour ce qui relève du service Informations Géographiques, Monsieur Manuel VASSALLO pour ce qui relève du service Parc Auto et Monsieur Mario GIRARDI pour ce qui relève du service Achats et Production Graphique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Michel IRIGOIN, Jean CASTEIL, Franck PERDRIZET, Manuel VASSALLO et Mario GIRARDI, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette BEREGI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel IRIGOIN, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Jean CASTEIL, responsable du service Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean CASTEIL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Michel IRIGOIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jean CASTEIL et Michel IRIGOIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 3-2 :

Monsieur Franck PERDRIZET, responsable du service Informations Géographiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Franck PERDRIZET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Michel IRIGOIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Franck PERDRIZET et Michel IRIGOIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-3 :

Monsieur Manuel VASSALLO, responsable du service Parc Auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Michel IRIGOIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Manuel VASSALLO et Michel IRIGOIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-4 :

Monsieur Mario GIRARDI, responsable du service Achats et Production Graphique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mario GIRARDI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Michel IRIGOIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Mario GIRARDI et Michel IRIGOIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4 :

La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services :

- Affaires Juridiques
- Commande Publique

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Lore DEXPERT, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et Madame Lore DEXPERT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP pour ce qui relève du service Affaires Juridiques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Mesdames Lore DEXPERT et Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4-1 :

Madame Lore DEXPERT, directrice adjointe, responsable du service Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4-2 :

Madame Emmanuelle RANCHOUP, responsable du service Affaires Juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOUP, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Emmanuelle RANCHOUP, Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 05 AVR. 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 06 AVR. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**MARCHE AUX PUCES ET A LA
BROCANTE**
Fermeture exceptionnelle
Dimanche 2 avril 2017
rencontre de football
MHSC contre Toulouse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-21, L 2212-1, L 2212-2 et L 2224-18 ;
- Vu le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- Vu l'arrêté municipal N° 2017/0301/T/R du 30 Janvier 2017 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- Considérant la rencontre de football qui opposera le montpellier Hérault Sport Club au club de Toulouse, le dimanche 2 avril 2017 ;
- Considérant que pour des raisons de sécurité des biens et des personnes, il convient de fermer le « Marché aux Puces et à la Brocante de l'Espace Mosson » ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Le marché aux Puces et à la Brocante, sur l'Espace Mosson sera fermé le dimanche 2 avril 2017.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 05 AVR. 2017

Madame l'Adjointe au Maire

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le : 14 AVR. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Alexis Alquié et Rue Frédéric Peyson

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T757 du 24 mars 2017 ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT le décalage du planning de réalisation des travaux ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 10 avril 2017 les dispositions de l'arrêté 2017-T757 du 24 mars 2017 sont prorogées jusqu'au 21 avril 2017 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 avril 2017

Monsieur l'Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

10 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Levat

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'assainissement à la demande de l'entreprise Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 10 avril 2017 et jusqu'au 21 avril 2017 inclus, la Rue Levat est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
Ces dispositions sont applicables de 21h30 à 6h00.
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
Le stationnement est interdit sur les places nécessaires aux emprises de travaux.
Le demandeur est chargé de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Durand, emprunte :
• la Rue d'Alger
et se termine sur la Rue du Grand Saint Jean.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 10 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T933

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Pouget**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de M. Sébastien OTT ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 avril 2017** et jusqu'au **24 avril 2017** inclus, Rue Pouget, dans sa partie comprise entre la Rue Marie Caizergues et la Rue Paul Dukas au droit du numéro 4 sur les 2 places PMR, le stationnement est interdit.

Les places de stationnement au droit du numéro 2 sont réservés aux PMR.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de M. Sébastien OTT.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

10 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T934

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue du Colonel Marchand**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de l'entreprise " LES DEMENAGEURS BRETONS" ;

Arrête :

Article 1er :

Le **02 mai 2017**, Rue du Colonel Marchand, dans sa partie comprise entre la Rue du Faubourg Boutonnet et la Rue Monteil sur la voie paire, au droit du numéro 2 quater sur 30 mètres, la circulation des véhicules est alternée par piquet K10.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 18h00.**

Article 2 :

Le **02 mai 2017**, Rue du Colonel Marchand, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

10 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T937

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Rue Daru
et Place Roger Salengro**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame Elsa Montel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, le stationnement est interdit :

- Rue Daru, entre le n°2 et le n°8 ;
- Place Roger Salengro au droit du n°1 ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Toutefois ces dispositions ne concernent pas les véhicules en charge d'un déménagement au 6 Rue Daru.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 10 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Dérogation pour véhicules de plus de 7T5 Chantier Rue du Faubourg du Courreau et Rue du Général Mathieu Dumas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison de travaux de sondages pour conteneurs enterrés menés par la Métropole à la demande du Bureau d'Etude ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 12 avril 2017 et jusqu'au 21 avril 2017 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7T5 assignés aux chantiers Rue du Faubourg du Courreau et Rue du Général Mathieu Dumas, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal.

Article 2 :

À compter du 12 avril 2017 et jusqu'au 21 avril 2017 inclus,

- Rue du Général Mathieu Dumas la circulation et le stationnement sont interdits.
- Rue du Faubourg du Courreau le stationnement est interdit de part et d'autre de la Rue du Général Mathieu Dumas, sur une distance de 15 mètres.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Colas.

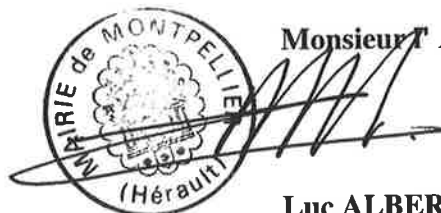
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

10 AVR. 2017

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2017-T942

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Saint Claude**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de Monsieur Pierre-Nicolas DUMOND ;

Arrête :

Article 1er :

Le 09 avril 2017, Rue Saint Claude au n° 20 sur 3 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de déménagements de Monsieur Pierre-Nicolas DUMOND.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Publié le :

1 0 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T943

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de la Trente Deuxième**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extension du réseau fibre à la demande de Orange ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **12 avril 2017** inclus, Rue de la Trente Deuxième, le stationnement en épi est interdit sur les deux premiers emplacements, côté Cours Gambetta.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ETE Réseaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 10 AVR. 2017

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2017-T945

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de Ferrare**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réparation de toiture à la demande de l'entreprise Toits et Bois ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, Rue de Ferrare au droit du numéro 3 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

11 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Mareschal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de Madame Pascale DURAND ;

Arrête :

Article 1er :

Le **26 mai 2017**, Rue Mareschal au n° 5 sur 3 places, le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de déménagement de Madame Durand.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 avril 2017

 Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

11 AVR. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Voies diverses**

Arrêté n° 2017-T947

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de tirage de la fibre optique à la demande de SOGETREL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 avril 2017** et jusqu'au **31 mai 2017** inclus, le stationnement est interdit sauf pour les véhicules nécessaires au tirage des câbles dans les rues ci-après :

- Rue Saint Guilhem devant la pharmacie au droit du n° 62 et au n° 30 devant la brasserie, .
- Rue des Etuves devant le Fleuriste angle rue Diderot;
- Rue de la Fontaine angle rue En Gondeau devant le restaurant;
- Rue du Palais des Guilhem devant le restaurant au droit du n°3
- Rue de la Loge devant la terrasse de café au droit du n° 10
- Rue Cope Cambes;
- Rue de Girone;
- Impasse Paran;
- Rue de l'Aiguillerie;
- Rue Four des Flammes;

Ces dispositions sont applicables de **22h00 à 06h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOGETREL.


Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 06 avril 2017

 Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

11 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T948

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Championnat de France de Natation HandiSport**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du "Championnat de France de Natation HandiSport" ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 juin 2017** et jusqu'au **02 juillet 2017** inclus, la contre-allée située du côté des numéros impairs, entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Article 2 :

À compter du 29 juin 2017 et jusqu'au 02 juillet 2017 inclus, Place du Père Louis, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du 29 juin 2017 et jusqu'au 02 juillet 2017 inclus, Allée de Delos, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

À compter du 29 juin 2017 et jusqu'au 02 juillet 2017 inclus, Place Dionysos, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

À compter du 29 juin 2017 et jusqu'au 02 juillet 2017 inclus, la contre-allée située du côté des numéros impairs, entre la rue Léon Blum et la rue de l'Acropole, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

À compter du 29 juin 2017 et jusqu'au 02 juillet 2017 inclus, Rue de l'Acropole entre l'avenue Jacques cartier et le boulevard de l'Aéroport International, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant au championnat.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs du championnat.

Article 9 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 10 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 avril 2017

Monsieur l'Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

11 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T949

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue du Pistolet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de reprise d'une fissure d'une façade à la demande de l'entreprise Etairmed. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 avril 2017** et jusqu'au **13 avril 2017** inclus, Rue du Pistolet, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au camion nacelle VL de location du locatier RentForce.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Etair.

Article 4 :

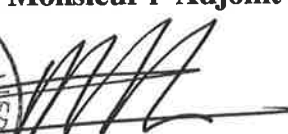

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

11 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T952

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Place Jean Jaurès**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la visite de M. le Maire Président de la Crypte Notre Dame des Tables ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 avril 2017** et jusqu'au **13 avril 2017** inclus, Place Jean Jaurès, le stationnement sur les racks à vélo est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service Culture de la Ville de Montpellier.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Verdun

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de Monsieur Fabien GIRARD ;

Arrête :

Article 1er :

Le **15 avril 2017**, Rue de Verdun au n° 22 sur 3 places, le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de Monsieur Fabien GIRARD.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE

Publié le :

11 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard de Strasbourg

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise en sécurité de plantation d'alignement à la demande des Services Techniques de la DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, le Boulevard de Strasbourg, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Palavas et la Place Carnot est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie de gauche est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

À compter du **12 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, Boulevard de Strasbourg sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le demandeur est chargé de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires. Le cheminement des piétons est dévié, sécurisé et matérialisé à l'avancement des travaux .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 13 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Galavielle et Rue Louise Guiraud

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de la phase 8, pour la mise en conformité du réseau de gaz menés par GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 avril 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Galavielle ;
- la Rue Louise Guiraud.

Ces dispositions sont applicables **de 7h à 19h tous les jours, sauf samedis dimanches et jours fériés.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains les véhicules de secours, d'entretien et de service public.

La déviation suivante est mise en place :

- par :
 - la Rue dom Vaissette
 - la Rue Saint Barthélemy

Article 2 :

À compter du **18 avril 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue Louise Guiraud sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux ;
- la Rue Galavielle.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA

Fait à Montpellier, le 6 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 13 AVR. 2017



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Parc Montcalm - Arrêté temporaire de
fermeture du
18 avril au 25 Avril 2017
à l'occasion de l'évènement culturel Z.A.T.11**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-24, L 2212 (1-2-4-5) ;
- Vu l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- Vu la délibération n° 2014/135 modifiée donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des riverains pendant le montage et le démontage de la manifestation Z.A.T 11 qui se tiendra au parc Montcalm ;
- Considérant qu'il convient de procéder à une fermeture partielle du parc Montcalm du mardi 18 au mardi 25 avril 2017 inclus ;

Arrête :

Article 1er :

Le parc Montcalm sera partiellement occupé par la manifestation ZAT 11 du mardi 18 au mardi 25 avril 2017.

Article 2 :

Les entrées du parc Montcalm, situées rue des Chasseurs, rue de Bugarel et rue de Fontcouverte seront fermées au public pendant cette période, à l'exception du samedi 22 avril de 12h00 à 01h00 et du dimanche 23 avril 2017 de 10h00 à 19h00, où le parc sera ouvert au public pour la manifestation (sauf l'accès rue de Fontcouverte qui restera fermé).

Article 3 :

L'ouverture et la fermeture de l'ensemble des accès au parc reprendront aux horaires habituels le mercredi 26 avril à compter de 8h.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 07 AVR. 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 10 AVR. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de Mme Titina DASYLVA par
M. Fabien ABERT
Du 7 au 17 avril 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Mme Titina DASYLVA, 11^{ème} Adjointe au Maire déléguée à l'Enfance ;
- Vu l'absence de Mme Titina DASYLVA du 7 au 17 avril 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Fabien ABERT, 6^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 7 au 17 avril 2017 inclus :

- aux Crèches (publiques, associatives, d'entreprise), aux Haltes-garderies et à l'Aménagement des structures petite enfance,
- au Développement d'une offre d'accueil diversifiée,
- à l'Education au goût.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Fabien ABERT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Fabien ABERT n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 07 AVR. 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 10 AVR. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2017-T961

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Quai de Sauvages**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement électrique à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 13 avril 2017 et du 04 mai 2017 jusqu'au 19 mai 2017 inclus, Quai de Sauvages sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 13 avril 2017 et du 04 mai 2017 jusqu'au 19 mai 2017 , Quai de Sauvages, la circulation est interdite par intermittence.
Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains les véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T963

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Maillart et Rue des Volontaires**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2017-T813 du 31 mars 2017 ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement du réseau de Gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 10 avril 2017 et jusqu'au 24 mai 2017 inclus, la Rue Maillart et la Rue des Volontaires dans sa partie comprise entre la Rue Duval Jouve et la Rue Maillart sont soumises aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite de 8h00 à 17h00.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Article 2 :

La déviations des véhicules se fera par le Boulevard des Arceaux, la Rue Saint Louis, l'Avenue de Lodève et la Rue des Volontaires.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2017-T813 du 31 mars 2017, est abrogé.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 13 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Georges Clémenceau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux coordonnés de branchements aux réseaux d'adduction en eau potable et de raccordement au réseau des eaux usées à la demande des Services Techniques de Véolia et de la régie des eaux. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 avril 2017** et jusqu'au **15 avril 2017** inclus, Avenue Georges Clémenceau et Rue Bourrely, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie selon les emprises nécessaires aux travaux.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **11 avril 2017** et jusqu'au **15 avril 2017** inclus, Avenue Georges Clémenceau, dans sa partie comprise entre le Boulevard Vieussens et la Rue Enclos Fermaud, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du **11 avril 2017** et jusqu'au **15 avril 2017** inclus, Avenue Georges Clémenceau, dans sa partie comprise entre la Rue Marcel Arnoye et la Rue Meyrueis, la voie de gauche est interdite à la circulation générale.

Article 4 :

À compter du **11 avril 2017** et jusqu'au **15 avril 2017** inclus, Avenue Georges Clémenceau le couloir bus est fermé depuis la Rue de Bercy vers et jusqu'à la Place du Huit Mai 1945, la circulation de tout véhicule est interdite.

Les transports en commun sont déviées en amont par la Rue Ernest Michel puis le Boulevard Berthelot.

Article 5 :

À compter du **11 avril 2017** et jusqu'au **15 avril 2017** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Rigaud ;
- la Rue Bourrely.
- la Rue Roudil dans sa partie comprise entre la Rue Joseph Vidal et la Rue Rigaud.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Roudil, emprunte :

- la Rue Balard
- la Rue Chaptal

et se termine sur le Boulevard Renouvier.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise RDL

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2017

Monsieur l'Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

13 AVR. 2017

Publié le :



Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

TRANQUILLITE PUBLIQUE 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles, L. 2212-1, L. 2212-2, L.2212-5; L. 2122-24 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article R. 610-5 et R. 623-2 ;
- VU le Code de Procédure Pénale et notamment l'article 21 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 3311-1 et R. 3353-5-1 ;
- VU le Code Rural,
- VU la Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;
- VU la Loi n° 2007-297 du 05 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et le Décret d'application 2007-1388 du 26 septembre 2007 modifiant le Code Pénal et Code de Procédure Pénale ;
- VU la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, « Hôpital, Patients, Santé, Territoires » (HPST), dans son article 95 qui dispose que « sans préjudice du pouvoir de police générale, le maire peut fixer par arrêté une plage horaire, qui ne peut être établie en deçà de 20 heures et au-delà de 8 heures, durant laquelle la vente à emporter de boissons alcooliques sur le territoire de sa commune est interdite » ;
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU l'Arrêté Municipal n°2009/11 du 22 juillet 2009 relatif à l'hygiène, salubrité, tranquillité publique, circulation des animaux ;

- VU l'Arrêté Municipal n° A 2017/123 du 8 Mars 2017 relatif à l'interdiction des ventes à la « sauvette ».
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, de réprimer les bruits, les troubles de voisinage qui perturbent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;
- CONSIDERANT l'importance du public accueilli à cette période de l'année ainsi que le nombre de manifestations se déroulant sur la voie publique ;
- CONSIDERANT que les troubles à la tranquillité publique sont souvent liés à la consommation abusive d'alcool ;
- CONSIDERANT qu'il ressort du rapport de présentation de la loi HPST que l'alcool est devenu la première forme d'addiction chez les jeunes en France, et que depuis quelques années on observe, notamment auprès de cette population, une recrudescence de la consommation excessive d'alcool, avec des phénomènes d'alcoolisation massive et brutale ;
- CONSIDERANT que la consommation abusive d'alcool contribue à créer des troubles à la tranquillité publique notamment par des nuisances sonores, nuisibles à la santé publique et des atteintes à la commodité de passage ainsi qu'à l'intégrité de l'espace public ;
- CONSIDERANT que le stationnement prolongé et continu de personnes accompagnées de chiens dans les lieux à forte fréquentation est susceptible d'entraver la libre circulation des piétons ; que les animaux regroupés, même tenus en laisse et accompagnés de leurs maîtres sont ressentis comme un comportement agressif pour les usagers, bruyant par leurs aboiements intempestifs et salissant par leurs déjections ;
- CONSIDERANT les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police tout au long de l'année (rixes, ameutements, ivresses publiques et manifestes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public) et dont le risque d'augmentation est à craindre en période estivale caractérisée par un afflux important de personnes.

Arrête :

Article 1^{er} :

A compter **du samedi 15 Avril 2017 et jusqu'au dimanche 15 Octobre 2017**, sont interdits, dans les lieux visés à l'article 4, sauf autorisation spéciale, tout regroupement de personnes entraînant des occupations abusives et prolongées des rues et autres dépendances domaniales visées à l'article 4, accompagné ou non de sollicitations ou de quêtes à l'égard des passants, lorsqu'ils sont de nature à entraver la libre circulation des personnes ou de porter atteinte au bon ordre et à la tranquillité publique.

Article 2 :

Est interdite, dans la même période et dans les mêmes espaces publics, toute consommation de boissons alcoolisées répondant des groupes 2° à 5°, tels que définis à l'article L3321-1 du Code de la Santé Publique, en dehors des lieux suivants :

- Terrasses de cafés et de restaurants dûment autorisées ;
- Aires de pique-nique aménagées à cet effet aux heures habituelles des repas ;
- Lieux de manifestations locales où la consommation d'alcool est autorisée.

Article 3 :

Sont interdits, dans les lieux visés à l'article 4 du présent arrêté, les regroupements de plusieurs chiens en stationnement prolongé ou continu sur la voie publique, même tenus en laisse, lorsque ces regroupements :

- Portent atteinte à la sûreté et commodité de passage sur ces voies par une entrave à la libre circulation des piétons et autres usagers de ces voies,
- Sont accompagnés d'un comportement agressif de nature à présenter un danger avéré pour les usagers de ces voies et autres animaux domestiques,
- Sont accompagnés d'aboiements intempestifs de ces chiens, de nature à troubler la quiétude et la tranquillité du voisinage par leur durée, leur répétition ou leur intensité,
- Portent atteinte à la propreté et à la salubrité de ces voies.

Article 4 :

Ces dispositions concernent le périmètre délimité par les voies et places suivantes (incluses dans le périmètre) :

Secteur 1 : « Centre - Ecusson - Beaux-Arts »

Rue Jules Ferry – Avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Avenue de Nîmes – Rue Yéhudi Menuhin – Rue de Substantion – Rue de la Cavalerie – Quai du Verdanson – Quai des Tanneurs – Place Albert 1^{er} – Boulevard Henri IV – Rue Pitot – Rue Hilaire Ricard – Rue Maréchal de Castries – Rue Clapies – Boulevard Ledru Rollin – Boulevard du Jeu de Paume – Boulevard de l'Observatoire – Rue d'Alger – Rue Durand.

Secteur 2 : « Antigone - Semalen - Juvénal »

Allée Henri II de Montmorency – Carrefour Jean Mermoz – Avenue Jean Mermoz – Carrefour Rimbaud – Rue des Pradiers – Allée Alégria Beracasa – Avenue du Pirée – Place Jean Bene – Boulevard des Consuls de Mer – Rue du Comte de Melgueil – Rue de Barcelone – Rue Marie Muller – Quai Lafitte – Avenue des Etats du Languedoc – Place d'Olympie – Avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral.

Secteur 3 : « Richter - Jacques Coeur »

Place Christophe Colomb – Avenue Raymond Dugrand – Place Ernest Granier – Avenue Raymond Dugrand – Avenue Théroigne de Méricourt – Allée de la Méditerranée – allée du Capitaine Dreyfus – Pont Juvénal.

Secteur 4 : « Clémenceau »

Avenue Georges Clémenceau de la place Saint Denis à la rue Balard – Parc Clémenceau.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 5 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 AVR. 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 11 AVR. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.


Certificat d'affichage

Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER

C E R T I F I E que l'arrêté Municipal n° VA/2017/628 du 10 avril 2017,
« Tranquillité Publique 2017 »,
a été affiché en Mairie à compter du 11 avril 2017,
sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 12 avril 2017

Par délégation
Le Directeur de la Règlementation et de la
Tranquillité Publique



Jean-Pierre Vialay



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de M. Max LEVITA
par Mme Isabelle MARSALA
Du 14 au 21 avril 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21,
L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- **Vu** l'absence de Monsieur Max LEVITA du 14 au 21 avril 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Isabelle MARSALA, 5^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 14 au 21 avril 2017 inclus :

- à l'Administration générale ;
- aux Affaires juridiques, contentieux, assurances et marchés publics ;
- aux Finances communales, au Budget et à l'Expertise financière, comprenant notamment : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts et gestion de la dette, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie ;
- à l'Evaluation des politiques publiques ;
- à la Gestion active du patrimoine ;
- à l'Economie des ressources et du patrimoine : construction, conduite et conception des opérations et construction publique, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, aux télécommunications ;
- aux Relations avec les collectivités territoriales.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Isabelle MARSALA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

En outre, Madame Isabelle MARSALA reçoit délégation générale pour l'ensemble des marchés publics et accords-cadres de la Ville de Montpellier d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT pour l'ouverture des plis et l'enregistrement de leur contenu.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle MARSALA, chaque adjoint reçoit, dans son domaine de délégation, pour les marchés et accords- cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT, délégation pour l'ouverture des plis et l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10.01.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 10.01.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Progrès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement du réseau de Gaz à la demande de GRDF ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement du réseau de Gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 avril 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, Rue du Progrès des deux côtés, dans sa partie comprise entre la Rue Delmas et la Rue Maillart, le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 11 avril 2017 et jusqu'au 19 mai 2017 inclus, la circulation est interdite Rue du Progrès, dans sa partie comprise entre la Rue Delmas et la Rue Maillart
Ces dispositions sont applicables 8h00 à 17h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Delmas, emprunte :

- le Boulevard des Arceaux
- et se termine sur le Boulevard des Arceaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOBECA

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 10 avril 2017

 Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : **13 AVR. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Carré du Roi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de rénovation bâtiment à la demande de Carrillon ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **26 avril 2017** inclus, Rue du Carré du Roi sur 2 places, le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Ces dispositions sont applicables **7h00 à 18h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Carrillon

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 10 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE (Hérault)

Publié le :

13 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Allée de Delos, Place Dionysos et Place du Père Louis Journées Académiques Espace et Aéro

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation "Journées Académiques Espace et Aéro" ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 avril 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, Place du Père Louis, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'organisation de la manifestation.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 27 avril 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, Allée de Delos, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'organisation de la manifestation.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du 27 avril 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, Place Dionysos, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'organisation de la manifestation.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

À compter du 27 avril 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés au bon déroulement de la manifestation "Journées Académiques Espace et Aéro", sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N° 2010/NT/R/DGU-P320.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 10 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Marceau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de remplacement d'un câble de fibre optique à la demande de Free ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 18 avril 2017 et jusqu'au 25 avril 2017 inclus, Rue Marceau, à l'intersection de la Rue Général René, Paul Brousse et le Boulevard du Jeu de Paume, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
Ces dispositions sont applicables de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.

Article 2 :

À compter du 18 avril 2017 et jusqu'au 25 avril 2017 inclus, Rue Marceau, la vitesse maximale autorisée est fixée à 10 Km/h.
Ces dispositions sont applicables de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.

121

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Axians

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 10 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

13 AVR. 2017

Publié le :

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Impasse de la Badiane**

Arrêté n° 2017-T975

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchements à la demande de Veolia et la Régie des eaux ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, l'Impasse de la Badiane est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 10 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Veolia et la Régie des eaux

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

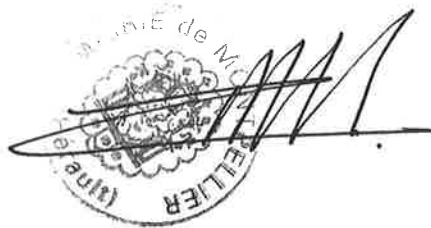
Fait à Montpellier, le 10 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 AVR. 2017

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "Mairie de Montpellier" and "Montpellier" around a central emblem. The signature is a stylized, cursive script.

Arrêté n° 2017-T976

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Bérenger Frédol**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame VALLIERES ;

Arrête :

Article 1er :

Le **16 avril 2017**, Rue Bérenger Frédol au droit du N°2 sur 4 places, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame VALLIERES

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

125

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 10 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 AVR. 2017

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "Mairie de Montpellier" and "Hérault" around a central emblem. The signature is a stylized, cursive "LAL" followed by a horizontal line.

**Arrêté permanent
Mesures de circulation
Rue de la Combe Caude**

Arrêté n° 2017-P28

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-7 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- VU l'arrêté 91 N° 497 ST BE du 9 juillet 1991, réglementant la circulation des véhicules dans la Rue de la Combe Caude ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À l'intersection, de la Rue de la Combe Caude et de la Rue de l'Aiguelongue, les conducteurs circulant sur la Rue de la Combe Caude sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

Il est interdit de tourner à droite dans la Rue de Ferran pour tous les véhicules venant de la Rue de la Combe Caude.

Article 3 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue de la Combe Caude, dans sa partie comprise entre le n° 214 et la Rue de Ferran.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures et l'arrêté 91 N° 497 ST BE susvisé est abrogé.

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T923

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue François Franque**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation Urban Trail ;

Arrête :

Article 1er :

Le **06 mai 2017**, la circulation est interdite Rue François Franque
Ces dispositions sont applicables **de 15h00 à 23h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue François Franque, emprunte :

- la Rue Pitot
- l'Avenue d'Assas
- la Rue Saint Louis
- le Cours Gambetta
- la Rue du Faubourg du Courreau
- la Rue de la Merci

et se termine sur la Rue Clapiès.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 10 AVR. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de Louvain**

Arrêté n° 2017-T977

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de construction d'une piscine à la demande de DIFFAZUR PISCINES ;

Arrête :

Article 1er :

Les **25 et 27 avril 2017**, la Rue de Louvain, dans sa partie comprise entre l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet et la Rue des Frères Platter est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Louvain, emprunte :

- l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet
- la Rue de Las Sorbes
- la Rue des Frères Platter

et se termine sur la Rue de Louvain.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DIFFAZUR PISCINES.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 AVR. 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Avelaniers**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur les réseaux électrique et télécom à la demande du Service Eclairage Public de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 avril 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, Rue des Avelaniers, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **12 avril 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, la circulation est interdite Rue des Avelaniers.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Avelaniers, emprunte :

- la Rue Paul Rimbaud
- la Rue de l'Oasis
- l'Avenue des Moulins

et se termine sur la Rue des Avelaniers.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 AVR. 2017

The image shows a circular official stamp of the Montpellier Municipality. The text 'MONTPELLIER' is visible at the top and 'Mairie de Montpellier' at the bottom. A handwritten signature in black ink is written across the stamp.

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue de la Liberté**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de remplacement de candélabre à la demande du service Eclairage Public de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 avril 2017** et jusqu'au **28 avril 2017** inclus, l'Avenue de la Liberté depuis l'Avenue de la Colline vers et jusqu'à l'Avenue des Garrats est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
 - la voie de droite est interdite à la circulation générale.
- Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

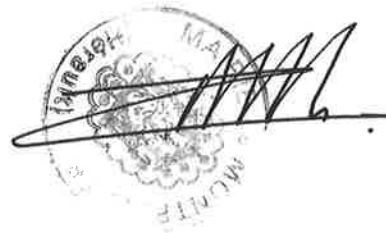
Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

1 3 AVR. 2017



Arrêté n° 2017-T980

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
STADE ALTRAD STADIUM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby MHR contre BAYONNE au stade ALTRAD STADIUM ;

Arrête :

Article 1er :

Le **16 avril 2017**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et le Boulevard Paul Valéry.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 16h30.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Article 2 :

Le **16 avril 2017**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue Gustave Flaubert dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Jarry et la Rue Ulysse Vergnes.

Ces dispositions sont applicables **9h30 à 16h30.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Le coup d'envoi du match sera donné à **12h30**.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11Avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 AVR. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard des Arceaux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement d'AEP à la demande de la régie des eaux ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, Boulevard des Arceaux entre le numéro 45 et 47 sur 3 places, le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Solatrad

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, likely representing the name Luc ALBERNHE.

Luc ALBERNHE

Publié le : 13 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Général René

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'entretien à la demande de l'entreprise Angle Vert Paysage ;

Arrête :

Article 1er :

Le **13 avril 2017**, au n°6 Rue Général René dans impasse sur 1 place, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h30 à 17h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le **13 avril 2017**, au n°6 Rue Général René dans impasse, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **8h30 à 17h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
- aux riverains.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Angle Vert Paysage

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 13 AVR. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue de Toulouse**

Arrêté n° 2017-T984

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement au réseau, à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 avril 2017** et jusqu'au **05 mai 2017** inclus, l'Avenue de Toulouse, entre le n° 126 et le n° 134 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise d'ENEDIS.

ALB

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 Avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 AVR. 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue du Moulin des Sept Cans**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T811 du 31 mars 2017 ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** que le planning des travaux de mise en accessibilité du trottoir côté pair est décalé ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 23 avril 2017 les dispositions de l'arrêté 2017-T811 du 31 mars 2017 sont prorogées jusqu'au 28 avril 2017 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l'Adjoint au Maire

Luc ALBERNHE



Publié le :

13 AVR. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue François Dezeuze**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de marquage au sol à la demande de l'entreprise MCT ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, la Rue François Dezeuze, dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lavérune et l'Avenue de la Colline est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MCT.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 AVR. 2017



Arrêté n° 2017-T988

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Shirin Ebadi**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Mr et Mme PERRET ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 avril 2017** et jusqu'au **19 avril 2017** inclus, Rue Shirin Ebadi au droit du N°161 sur les emplacements réservés au stationnement sur 3 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mr et Mme PERRET

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 AVR. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier



Arrêté n° 2017-T989

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Cardinal de Cabrières, Rue Lallemand, Rue Abbé Marcel Montels et Rue Pradel BAL FUNCK

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation BAL FUNCK ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 avril 2017 et jusqu'au 02 mai 2017 inclus, la Rue Abbé Marcel Montels, dans sa partie comprise entre la Rue Lallemand et la Rue du Cardinal de Cabrières est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables de 12h00 à 1h00.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

À compter du 27 avril 2017 et jusqu'au 02 mai 2017 inclus, la Rue du Cardinal de Cabrières, dans sa partie comprise entre la Rue Abbé Marcel Montels et la Rue de la Corraterie Saint Germain est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables de 12h00 à 1h00.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 3 :

À compter du 27 avril 2017 et jusqu'au 02 mai 2017 inclus, la Rue Pradel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables de 12h00 à 1h00.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 4 :

À compter du 27 avril 2017 et jusqu'au 02 mai 2017 inclus, la Rue Lallemand, dans sa partie comprise entre la Rue Abbé Marcel Montels et la Rue Pradel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables de 12h00 à 1h00.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 5 :

La déviation des véhicules se fera par les voies adjacentes à celles occupées par la manifestation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association Don Cornelius Héritage

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 Avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 18 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Montcalm et Rue Plantade

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public menés par la Métropole à la demande du Service Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 avril 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, la Rue Montcalm est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- o aux riverains ;
- o aux cyclistes.
- o Aux piétons ;

Article 2 :

À compter du **24 avril 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, la Rue Plantade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- o aux riverains ;
- o aux cyclistes.
- o Aux piétons ;

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CITEOS

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 AVRIL 2017

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNE

13 AVR. 2017

Publié le :

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Voies diverses**

Arrêté n° 2017-T991

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 avril 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, la Rue de Casseyrols, dans sa partie comprise entre la Rue des Eucalyptus et la Rue du Fesquet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **17 avril 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, l'Avenue du Professeur Louis Ravaz, dans sa partie comprise entre la Rue de la Croix de Las Cazes et la Rue des Sycomores est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

19 AVR. 2017



Arrêté n° 2017-T992

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue du Comté de Melgueil**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Mr et Mme ARON ;

Arrête :

Article 1er :

Le **16 juin 2017**, Rue du Comté de Melgueil au droit du N°215 sur 3 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8H00 à 16h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de sarl levert

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés au déménagement

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNIER

The signature of Luc ALBERNIER is written in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and a central emblem. The signature is a stylized, cursive script.

13 AVR. 2017

Publié le :

Arrêté n° 2017-T993

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Passage de l'Horloge**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de manutention à la demande de la société delvaux pour loxam power ;

Arrête :

Article 1er :

Le **19 avril 2017**, Passage de l'Horloge coté Monoprix sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société DELVAUX

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de manutention sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 18 AVR. 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Favre de Saint Castor**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Mr ou Mme Hadj Blaha A ;

Arrête :

Article 1er :

Le **18 avril 2017**, Rue Favre de Saint Castor, dans sa partie comprise entre l'Allée Marie Reynes-Montlaur et l'Impasse du Forgeron, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mr ou Mme HADJ BLAHA A

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

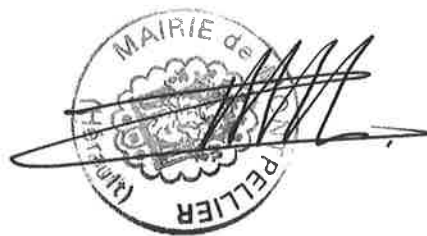
Fait à Montpellier, le 11 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

19 AVR. 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Saint Cléophas**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de carottages, menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

A compter du 02 mai 2017 et jusqu'au 29 juin 2017 inclus, la Rue Saint Cléophas, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et l'Avenue de Maurin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ACR.

AB

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 12 Avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 AVR. 2017



Arrêté n° 2017-T996

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue de Maurin**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de carottages, menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

A compter du 02 mai 2017 et jusqu'au **29 juin 2017** inclus, l'Avenue de Maurin, dans sa partie comprise entre la Place Yitzhak Rabin et la Place Anouar Al Sadate est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Technique ACR.

165

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

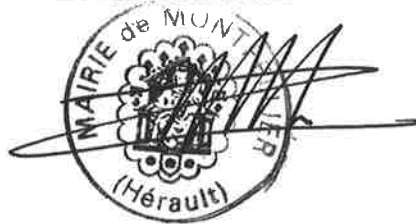
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 12 Avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 AVR. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Maréchal Leclerc

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchements de réseaux à la demande du service Hydraulique Urbaine au sein de la DAGEP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 avril 2017** et jusqu'au **05 mai 2017** inclus, l'Avenue du Maréchal Leclerc au droit du n°234 sur 40 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la largeur de voie peut être réduite de 2.00 mètres maximum;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SCAM-TP.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 12 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 AVR. 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Lunaret**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau d'assainissement à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

Le **14 avril 2017**, la circulation est interdite Rue Lunaret, dans sa partie comprise entre la Rue Abert et la Rue du Jeu de Mail des Abbés
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 13h00**.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lunaret, emprunte :

- la Rue Canton
- la Rue de la Cavalerie
- la Rue Beau Séjour

et se termine sur la Rue du Jeu de Mail des Abbés.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 12 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 18 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Frédéric Peyson, Rue Alexis Alquié, Rue des Anthémis et Rue Saint Hubert

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de rénovation de l'éclairage public menés par la Métropole à la demande du Service de l'Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 24 avril 2017 et jusqu'au 12 mai 2017 inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Frédéric Peyson ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Saint Hubert ;
- la Rue des Anthémis.

Article 2 :

À compter du 24 avril 2017 et jusqu'au 12 mai 2017 inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue Frédéric Peyson ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Saint Hubert ;
- la Rue des Anthémis.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 3 :

À compter du 24 avril 2017 et jusqu'au 12 mai 2017 inclus, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue des Anthémis ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Saint Hubert.

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

Article 4 :

À compter du 24 avril 2017 et jusqu'au 12 mai 2017 inclus, la circulation est interdite par intermittence sur :

- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Saint Hubert ;
- la Rue des Anthémis.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains les véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CITEOS

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Montpellier, le 12 avril 2017

Monsieur l'Adjoint délégué


Luc ALBERNHE

Publié le : 18 AVR. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue de Pinville**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de forage à la demande de la Société IBM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, la Rue de Pinville côté pair est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- La circulation depuis la rue de La Vieille Poste vers la rue de Salaison et jusqu'à l'arrêt de Pinville est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Les véhicules circulant habituellement sur cette voie seront déviés sur la voie contigüe dont le sens sera inversé pour la circonstance.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **05 mai 2017** inclus, la Rue de Pinville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Société IBM

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 12 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

19 AVR. 2017



Arrêté n° 2017-T1001

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Saint Vincent de Paul**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de voirie à la demande de la société ETE Réseaux Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 mai 2017** et jusqu'au **05 mai 2017** inclus, la Rue Saint Vincent de Paul au droit du N°1 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société ETE Réseaux Montpellier

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 12 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 18 AVR. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de carottages menés par la Métropole à la demande du pôle territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 02 mai 2017 et jusqu'au 29 juin 2017 inclus, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale sur :

- le Boulevard de l'Observatoire ;
- la Rue Anatole France ;
- l'Avenue du Pont Juvénal ;
- la Rue Boyer.

Article 2 :

À compter du 02 mai 2017 et jusqu'au 29 juin 2017 inclus, la circulation est interdite par intermittence sur :

- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue de l'Aire ;
- la Rue Coulondre.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains les véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Article 3 :

À compter du 02 mai 2017 et jusqu'au 29 juin 2017 inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- le Boulevard de l'Observatoire ;
- la Rue Anatole France ;
- l'Avenue du Pont Juvénal ;
- la Rue Boyer ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue de l'Aire ;
- la Rue Coulondre.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 4 :

À compter du 02 mai 2017 et jusqu'au 29 juin 2017 inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Anatole France ;
- le Boulevard de l'Observatoire ;
- l'Avenue du Pont Juvénal ;
- la Rue Boyer ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue de l'Aire ;
- la Rue Coulondre.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ACR

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 12 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 18 AVR. 2017

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
STADE ALTRAD STADIUM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby MHR contre RACING 92 au stade ALTRAD STADIUM ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 avril 2017**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et le Boulevard Paul Valéry.

Ces dispositions sont applicables **de 14h45 à 23h45.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Article 2 :

Le **22 avril 2017**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue Gustave Flaubert dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Jarry et la Rue Ulysse Vergnes.

Ces dispositions sont applicables **14h45 à 23h45.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Le coup d'envoi du match sera donné à **18h45**.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 12 Avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 AVR. 2017





Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

"Zone Artistique Temporaire Montcalm"
Samedi 22 et Dimanche 23 Avril 2017
Ordre Public
Interdiction de consommation et de transport
de toutes boissons conditionnées
dans des récipients en verre,
Interdiction de vente de boissons alcoolisées à
emporter,
Interdiction de vente ambulante

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2214-4 et suivants ;
- Vu, le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7 ;
- Vu, le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- Vu, le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- Vu, le Règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- Vu l'arrêté municipal n°05/11 du 16 novembre 2005 relatif à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter à partir de 22 heures ;
- Vu l'arrêté municipal n° A-2017/171 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité du passage dans les rues ;

- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;
- CONSIDERANT qu'il importe de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité ;
- CONSIDERANT le public attendu pour les animations prévues dans le cadre de la « ZONE ARTISTIQUE TEMPORAIRE » qui aura lieu du 22 au 23 avril 2017, dans le quartier Croix d'Argent.

Arrête :

Article 1^{er} :

Sont interdits, du samedi 22 avril 2017 à partir de 09h00 jusqu'au dimanche 23 avril 2017, 22h00 :

- la vente, la consommation et le transport de toutes boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- la vente de boissons alcoolisées à emporter,
- l'installation et l'exploitation de commerces ambulants non autorisés.

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Avenue de Toulouse – Rue de Bugarel – Boulevard Paul Valery – Rue de Fontcouverte – Rue des Chasseurs.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

La vente de boissons alcoolisées, non conditionnées dans des récipients en verre, sera exceptionnellement autorisée, dans le périmètre ci-dessus défini, pour toutes les buvettes, commerces fixes ou ambulants dûment autorisés : **le samedi 22 avril 2017 de 09h00 jusqu'au dimanche 23 avril 2017, 22h00.**

Article 3 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13 AVR. 2017
Madame l'Adjointe au Maire

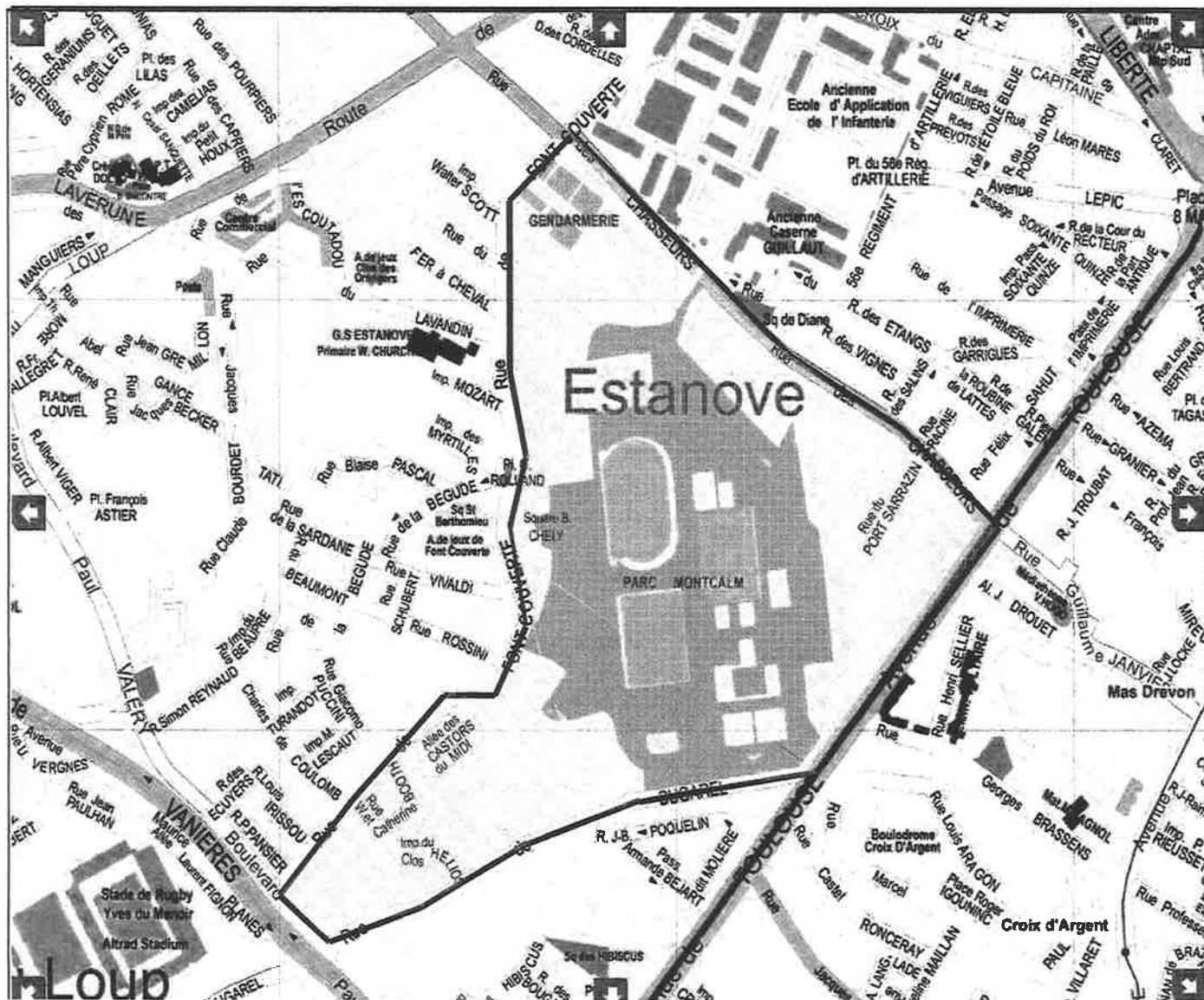
Marie-Hélène SANTARELLI

Publié le : 18 AVR. 2017
Notifié le :
Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur



Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



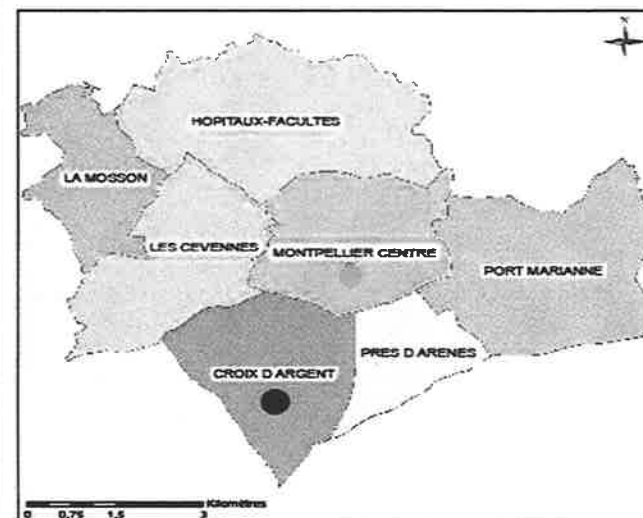
ANNEE 2017

 PERIMETRE D'APPLICATION
 DE L'ARRETE



ZAT Montcalm

Date d'édition : Mars 2017
 Auteur : PM – Ville de Montpellier



Direction de la
règlementation et de la
tranquillité publique

Certificat d'affichage

Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° VA/2017/645 du 13 avril 2017

« ZAT Montcalm »
Samedi 22 et Dimanche 23 Avril 2017
Ordre Public

a été affiché en Mairie à compter du 18 Avril 2017.

sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 20 Avril 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Le directeur de la Règlementation
et de la Tranquillité Publique



Jean-Pierre VIALAY

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Métairie de Sayssset

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement au réseau d'éclairage public dans le cadre de l'opération Centrayrargues à la demande du groupement Nexity et Bouygues immobilier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 17 avril 2017 et jusqu'au 21 avril 2017 inclus, la Rue de la Métairie de Sayssset, dans sa partie comprise entre le Chemin de Moularès et la Rue Xavier Montrouzier sur 20 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- La circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- le stationnement est interdit .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SEEP.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

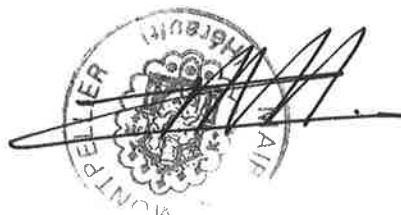
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 AVR. 2017



**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Isidore Girard**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur FAURE Michel ;

Arrête :

Article 1er :

Le **30 avril 2017**, Rue Isidore Girard au droit du N°1 pour un déménagement au 13 rue du Pont De Lattes sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur FAURE Romain

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux déménagements, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T1006

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue des Chasseurs**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de HC Déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **20 avril 2017**, Rue des Chasseurs au droit du N°32 sur 2 places, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société HC Déménagement

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

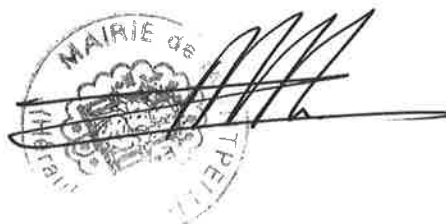
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 AVR. 2017

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE de" at the top and "MONTPELLIER" at the bottom, with a central emblem. The signature is fluid and extends across the right side of the stamp.

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Cité Benoit**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur GOY Christian ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 avril 2017**, Rue Cité Benoit en face du N°2 sur emplacement livraison sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur GOY Christian

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés au déménagement, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 20 AVR. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue du Petit Train**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre des travaux du programme immobilier "le Gatsby" il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, à la demande de l'entreprise SOMETAL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 20 avril 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, Avenue du Petit Train, face au programme immobilier "le Gatsby" en cours de construction, la circulation est soumise aux restrictions suivantes :

- la voie située du côté des numéros impairs est réduite à une largeur d'un mètre sur une longueur de 20 mètres ;
- la largeur de voie laissée ouverte à la circulation conserve une largeur minimale de 3,50 mètres ;
- la circulation est alternée par panneaux de type B15 & C18, donnant priorité aux véhicules circulant sur la voie située du côté des numéros pairs ;
- la vitesse est limitée à 30 km/h.

Ces mesures s'appliquent entre 09h30 et 16h30.

Article 2 :

À compter du 20 avril 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, Avenue du Petit Train du côtés des numéros impairs, face au programme immobilier "le Gatsby" en cours de construction, le stationnement est interdit sur un emplacement de 10 mètres.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOMETAL.

Article 6 :

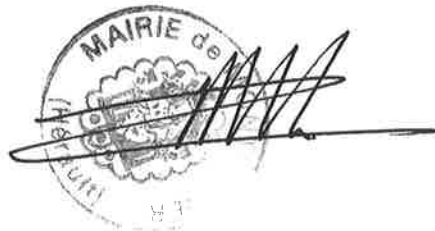
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 AVR. 2017

The image shows an official circular stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER'. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'Luc ALBERNHE'. The signature is written in a cursive style with a long horizontal stroke at the end.

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Grand-Rue Jean Moulin**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T680 du **20 mars 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de rénovation à la demande de MAESTRIO ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 avril 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T680 du **20 mars 2017** sont prorogées jusqu'au **05 mai 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T1011

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue du Pistolet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de reprise d'une fissure d'une façade à la demande de l'entreprise Etairmed. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 24 avril 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, Rue du Pistolet, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au camion nacelle VL immatriculé CS-293-RR. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Etair.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 AVR. 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de l'Aiguillerie**

Arrêté n° 2017-T1012

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de reprise d'une fissure d'une façade à la demande de l'entreprise Etairmed. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 24 avril 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, Rue de l'Aiguillerie à l'angle de la rue de la Loge sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au camion nacelle VL immatriculé CS-293-RR. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Etair.

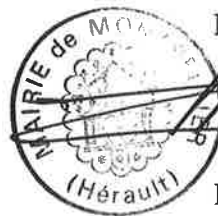
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 AVR. 2017

Im

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Dessale-Possel

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 15 mai 2017 et jusqu'au 19 mai 2017 inclus, Rue Dessale-Possel, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

À compter du 15 mai 2017 et jusqu'au 19 mai 2017 inclus, la circulation est interdite Rue Dessale-Possel

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Grand Saint Jean, emprunte :

- la Rue Rondelet

et se termine sur la Rue Catalan.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

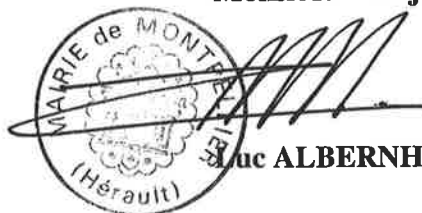
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE

Publié le : 20 AVR. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue du Professeur Blayac**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de remplacement d'un candélabre accidenté à la demande du service éclairage public de la direction aménagement et gestion de l'espace public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, la Rue du Professeur Blayac, dans sa partie comprise entre Rond-point René Char et Rond-point d'Alco est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **15 mai 2017** et jusqu'au **19 mai 2017** inclus, la Rue du Professeur Blayac, dans sa partie comprise entre Rond-point d'Alco et Rond-point René Char est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

2017

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise
Spie

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions
contraires antérieures.

Article 6 :

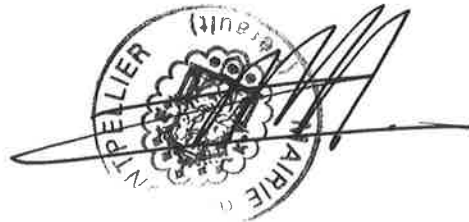
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 AVR. 2017



Arrêté n° 2017-T1016

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Michel Teule**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur LANDA Jm ;

Arrête :

Article 1er :

Le **20 avril 2017**, Rue Michel Teule au droit du N°173 sur 2 places, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur LANDA Jm

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

205

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 AVR. 2017



Arrêté n° 2017-T1017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Impasse du Bois Joli
et Chemin du Réservoir de Montmaur**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T728 du 24 mars 2017 ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** que les travaux entrepris nécessitent un délai supplémentaire, lié à la présence de rocher ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 30 avril 2017 les dispositions de l'arrêté 2017-T728 du 24 mars 2017 sont prorogées jusqu'au 19 mai 2017 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE
(Hérault)

21 AVR. 2017

Publié le :

Int

Arrêté n° 2017-T1018

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue Raymond Dugrand
et Allée de la Méditerranée**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des pétons et des vélos sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de de requalification de l'A9 à la demande de VINCI ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 avril 2017** et jusqu'au **02 mai 2017** inclus, Avenue Raymond Dugrand sous l'OA de l'A9, la voie de circulation pour les vélos et les piétons sera rétrécie et maintenue à une largeur de 1 mètre 50 minimum.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

À compter du **13 avril 2017** et jusqu'au **02 mai 2017** inclus, Allée de la Méditerranée sous l'OA de l'A9, la voie de circulation pour les vélos et les piétons sera rétrécie et maintenue à une largeur de 1 mètre 50 minimum.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COGNAC TP.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le : 19 AVR. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de Bologne**

Arrêté n° 2017-T1019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux voirie à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 avril 2017** et jusqu'au **05 mai 2017** inclus, la Rue de Bologne est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Eurovia.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia.

SN

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

21 AVR. 2017

Luc ALBERNHE



Arrêté n° 2017-T1020

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Route de Mende**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 avril 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, la Route de Mende, dans sa partie comprise entre la Place Bob Marley et Carrefour Professeur Armand Imbert est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
 - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 6h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFFAGE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

21 AVR. 2017

Arrêté n° 2017-T1021

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue de Castelnau**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau Pluvial à la demande du Service Pluvial.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 avril 2017** et jusqu'au **28 avril 2017** inclus, l'Avenue de Castelnau sur une distance de 25m de part et d'autre du n°78 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SCAM TP.

LM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 avril 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

21 AVR. 2017

Luc ALBERNHE



